

## **DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2021-06-094**

24 juin 2021

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence**

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-78 à D. 6332-84,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 24 juin 2021,

### **Exposé des motifs**

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche des industries électriques et gazières a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des



branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

## Décide

### Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des industries électriques et gazières, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

### Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP des industries électriques et gazières dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris  
Le 24 juin 2021

Jérôme TIXIER  
Président du Conseil d'administration



### Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

## Recommandations de France compétences à la branche des industries électriques et gazières

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP des industries électriques et gazières pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés : 5001**

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34680	PROGRAMME EN MANAGEMENT DE L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE TOULOUSE	9010	7940	7110	8600	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP31493	MASTER - DROIT SOCIAL (FICHE NATIONALE)	7280	8000	7400	8767	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP31500	MASTER - SCIENCES DE LA TERRE ET DES PLANÈTES, ENVIRONNEMENT (FICHE NATIONALE)	10750	7800	7400	8134	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP31803	MASTER - CHIMIE (FICHE NATIONALE)	10500	9000	8400	9524	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34024	MASTER - DIPLÔME D'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES	7280	8600	7700	8958	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34038	MASTER - MANAGEMENT ET COMMERCE INTERNATIONAL (FICHE NATIONALE)	9380	8454	7806	9100	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34069	MASTER - MÉCANIQUE (FICHE NATIONALE)	10500	9000	8431	10450	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34070	MASTER - RISQUES ET ENVIRONNEMENT (FICHE NATIONALE)	9430	8500	8145	9100	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34074	MASTER - GÉOGRAPHIE, AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT (FICHE NATIONALE)	10230	7500	7175	9850	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34077	MASTER - INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE (FICHE NATIONALE)	8800	7900	7485	8768	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34084	MASTER - DROIT PUBLIC (FICHE NATIONALE)	7280	8200	7854	8600	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34108	MASTER - DROIT (FICHE NATIONALE)	7280	8550	7735	9475	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34114	MASTER - GÉNIE CIVIL (FICHE NATIONALE)	9700	8808	7400	9625	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34122	MASTER - DROIT FISCAL (FICHE NATIONALE)	7280	8600	7550	8975	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP27509	MANAGER DES ENTREPRISES DE LA COMMUNICATION	8140	8500	8145	9100	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP31045	MANAGER DES AFFAIRES ET D'ACTIVITÉS DANS L'ÉNERGIE (MS)	8800	9500	8900	9885	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP31913	DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES	7740	8775	8363	9138	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34465	CHARGÉ DE GESTION COMMERCIALE	8170	7350	6864	7897	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34492	MANAGER DE LA COMMUNICATION ET DU MARKETING	8140	9027	8528	9850	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34734	CHARGÉ DE GESTION ET MANAGEMENT	9010	7900	7110	8416	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34758	MANAGER EN STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DE PROJET DIGITAL	9200	8668	7900	9100	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP34755	INGENIEUR DIPLOME DE L'ECOLE SUPERIEURE DE CHIMIE, PHYSIQUE, ELECTRONIQUE DE LYON, SPECIALITE INFORMATIQUE ET CYBERSECURITE	9200	7871	7421	9100	NON CONFORME

\*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés